

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

N° S3IC : 68-2544

**Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la société BASF HCF France SAS
pour son installation exploitée à Boussens (31360),**

106

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mai 2007 réglementant les activités exploitées par la société BASF HCF France SAS sur le site de Boussens ;

Vu le courrier transmis par la société BASF HCF France SAS en date du 19 juillet 2018 relatif à la déclaration d'une situation de dépassement d'émissions de COV sur le site de Boussens ;

Vu le rapport du 17 août 2018 de l'inspection des installations classées dressant le constat du non-respect de la valeur limite de rejet en COV au niveau du collecteur 128B021 par la société BASF HCF France SAS sur son site de Boussens et proposant de fixer des mesures et prescriptions complémentaires permettant de limiter les émissions de COV durant la période transitoire jusqu'aux travaux nécessaires à la mise en conformité ;

Vu la lettre de l'inspection des installations classées en date du 20 août 2018 relative à la transmission à l'exploitant des mesures et prescriptions complémentaires envisagées pour limiter les effets associés au dépassement des émissions de COV, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours selon les dispositions de l'article R 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que dans son analyse des éléments transmis par la société BASF HCF France SAS par courrier du 19 juillet 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- non-respect de la valeur limite de rejet en COV fixée à 110 mg/Nm³ par l'article 3.8 (alinéa 2) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mai 2007 susvisé ;
- non-respect des dispositions de l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mai 2007 susvisé ;

Considérant que le non-respect des dispositions prévues aux articles 3.4 et 3.8 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé est susceptible de remettre en cause la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a nécessité de demander à l'exploitant la mise en œuvre de mesures compensatoires permettant de limiter les émissions de COV durant la période transitoire jusqu'aux travaux nécessaires à la mise en conformité du rejet en sortie au niveau du collecteur 128B021 et qu'il y a lieu de les encadrer dans la forme prévue à l'article R 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de la société BASF HCF France SAS le 28 septembre 2018 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

Arrête :

Art. 1^{er}. – La société BASF HCF France SAS, exploitant les installations implantées, ZI de l'Estarac à Boussens (31360), est tenue de respecter les dispositions suivantes :

A/ sous une semaine à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre toutes les mesures compensatoires permettant de limiter les émissions de COV au niveau du collecteur 128B021 durant la période transitoire jusqu'aux travaux nécessaires à la mise en conformité du rejet en COV au niveau de ce collecteur. Il assure notamment le renouvellement de l'eau de bullage du collecteur 128B021 a minima trois fois par semaine. Les éléments permettant de justifier de la bonne exécution de cette opération de renouvellement sont enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

B/ sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, afin de permettre une surveillance rapprochée du niveau d'émissions de COV rejetés à la sortie du collecteur 128B021, l'exploitant réalise une mesure de COV à l'émission, mesure qui est répétée mensuellement tant que la valeur limite fixée à l'article 3.8 (alinéa 2) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mai 2007 n'est pas respectée. Ces mesures sont réalisées selon les méthodes de référence fixées à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées par courrier électronique dès réception.

C/ sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant met en place une campagne de mesure de COV dans l'environnement. Le nombre de points de mesure, leur localisation, et les composés à analyser (à minima la recherche du méthanol et les COV totaux) sont présentés préalablement à l'inspection des installations classées.

D/ sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant démontre le caractère acceptable des impacts pour la santé humaine ou l'environnement associés à cet épisode de dépassement des émissions de COV rejetés à la sortie du collecteur 128B021.

E/ sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au préfet et à l'inspection des installations classées une copie du bon de commande de l'équipement de traitement complémentaire mis en place. Sera joint également un descriptif du système retenu et des performances attendues.

F/ dès réception des résultats et dans un délai d'1 mois maximum après la mise en service de l'équipement visé au point E ci-dessus, l'exploitant transmet une copie des résultats de la mesure de contrôle des émissions de COV en sortie de l'équipement de traitement complémentaire mis en place.

Art. 2. – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions administratives et pénales prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par les études, analyses et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Art. 5. – Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Boussens et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté sera affiché en mairie de Boussens pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire fera connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est transmis aux conseils municipaux des communes de Le Fréchet, Mancieux, Marignac-Laspeyres, Martres-Tolosane, Mauran, Mazères-sur-Salat, Monclar de Comminges, Roquefort-sur-Garonne et de Saint-Martory.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Garonne pendant une durée minimale d'un mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le maire de la commune de Boussens et le directeur de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le **31 OCT. 2018**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Jean-François COLOMBET

